

Exprimer une pensée pour entrer en dialogue

Anne LEBLANC

Jean-Claude MICHÉA¹ se qualifie lui-même d'anarchiste conservateur. Ce philosophe, qui considère qu'il y a une dimension socialiste dans le football, propose une critique radicale de la logique libérale, mais aussi de la gauche actuelle convertie à la mystique de la croissance et de la compétitivité. Un point de vue qui a le mérite de nourrir la réflexion.

L'humanisme civique gréco-romain s'est longtemps opposé au point de vue des Modernes, pour qui la vertu pouvait avantageusement être remplacée par le commerce.



Photo : droits réservés

Inlassablement, Michéa propose de revisiter l'histoire et le traumatisme d'origine : les guerres de religion des 16^e-17^e siècles. Jusque là, la société trouvait sa référence unifiante dans des valeurs transcendantes ou des valeurs conformes au bon sens. Dès lors que la religion divise, qu'avec la morale et la philosophie, elle devient un lieu d'affrontement des préférences arbitraires qui conduisent à la guerre de tous contre tous, il faut inventer une nouvelle manière de vivre ensemble. Il considère que c'est le projet des Modernes fondé sur deux postulats : l'homme est un loup pour l'homme, et l'homme a une tendance naturelle à n'agir qu'en fonction de son propre intérêt.

Si les convictions profondes ne sont guidées que par l'intérêt individuel, il n'est plus possible de s'accorder sur une définition commune du bien. Pour arriver à vivre ensemble quand on ne peut plus créer du commun sur des références communes, l'État, axiologiquement neutre, doit définir un modus vivendi forcément technique, une sorte de code de la route qui, comme il se doit, n'indique pas la destination, mais garantit la paix civile et les libertés individuelles.

L'administration des choses remplace le gouvernement des hommes

Dès lors, deux systèmes impersonnels peuvent réguler l'existence collective :

le Marché, qui harmonise les intérêts rivaux par la loi de l'offre et de la demande, et le Droit, qui doit produire l'équilibre des libertés. Ce dispositif, fondé sur la raison, implique que le gouvernement des hommes cède la place à l'administration des choses. Les décisions politiques au sens large ne doivent plus se fonder sur une « idéologie », mais sur des critères techniques ou scientifiques.

Le concept actuel de « gouvernance » symbolise cette neutralité axiologique de la politique. Les valeurs morales, philosophiques ou religieuses étant arbitraires et subjectives, elles doivent être cantonnées à la sphère privée. Chacun fait ses choix en privé, mais il ne peut pas en faire une

norme possible pour une action commune. Dans une société libérale, c'est parce qu'il existe une seule valeur partagée par tous, la liberté, que cette société ne peut en partager aucune. Et cela, forcément, pose problème à l'école.

Éduquer, transmettre : une violence symbolique ?

Car le principe de l'école, c'est la transmission. Elle ne se fait qu'au nom de valeurs que la communauté juge bon de transmettre. Engels formulait cela ainsi : « *Qu'est-ce qui, dans l'héritage culturel et historique, mérite d'être conservé ?* » Mais, selon le philosophe, la sociologie de l'éducation inspirée par Bourdieu a changé cette perspective. Éduquer et transmettre, c'est devenu une imposition arbitraire de valeurs, et donc une violence symbolique. L'école se doit d'enseigner les langages véritablement communs, c'est-à-dire les savoirs scientifiques et techniques, discours sans sujet. Par exemple, les propositions de Galilée ne renvoient pas à une préférence arbitraire. Il faut aussi donner le cadre juridique. L'éducation citoyenne en est l'outil et apprend donc les droits fondamentaux.

La langue étrangère à connaître, désormais, c'est l'anglais qui permet, dans le cadre de la gouvernance mondiale, de communiquer avec tout le monde dans l'intérêt du marché. Michéa dénonce, dans la foulée, la vision de l'apprentissage de la langue française comme pur outil de communication. En cela, il rejoint la réflexion de Jean-Pierre LEBRUN et Marc CROMMELINCK sur le rôle du langage² : entrer dans le langage, c'est entrer en humanité, entrer dans une communauté d'hommes. Parler, écrire, c'est exprimer une pensée pas seulement pour la communiquer, mais pour la faire entrer dans le dialogue, le débat et, in fine, tenter de fabriquer du commun. Il fustige l'option d'une éducation à un langage purement communicationnel, qui est une forme de déshumanisation.

Le paradoxe de l'éviction du grec et du latin

Le philosophe nous entraîne également par un petit détour historique qui ne manque pas de sel. Il rappelle que Bourdieu a développé l'idée que l'enseignement du grec et du latin était un des

outils fondamentaux de la reproduction du système capitaliste. Or, au 18^e siècle, le débat « vertu contre commerce » opposait la liberté républicaine, ancrée dans une vision humaniste, et la liberté des Modernes, fondée sur le commerce. La première prônait le retour à l'Antiquité pour critiquer le présent royal de leur temps. L'humanisme civique gréco-romain, avec ses modèles de vertu et de dévouement donnés à la communauté et à la souveraineté du peuple, s'opposait au point de vue des Modernes, pour qui la vertu pouvait avantageusement être remplacée par le doux commerce. La destruction progressive des humanités, pourtant historiquement source d'un enseignement critique et démocratique, a été initiée et défendue, paradoxalement, au nom de l'anticapitalisme.

Du libéralisme au néolibéralisme

Les fondements anthropologiques du lien social ont donc été sapés par le libéralisme économique et culturel. Si chacun a le droit de vivre comme il l'entend, aucune manière de vivre ne peut être considérée comme supérieure à une autre. Cette destruction des liens sociaux nous conduit à la perte du sens de la communauté. Il n'y a plus de « décence commune » au sens donné par Orwell. Dès lors, on assiste à la revendication perpétuelle de nouveaux droits de l'individu, soutenue sans réserve par une gauche politique n'ayant rien compris à la dimension profondément libérale de cette dynamique. La régularisation progressive des comportements se fait par le droit, présenté comme axiologiquement neutre, mais en réalité, selon l'organisation des rapports de force entre différents lobbyings. On peut imaginer, par exemple, qu'un jour la loi autorise le cannabis et interdise le tabac.

À ce stade, il semble utile d'enrichir cette réflexion avec l'analyse de John PITSEYS et Géraldine THIRY sur le néolibéralisme comme utopie et projet institutionnel ambitieux³. Pour eux, dépassant le libéralisme classique, le néolibéralisme a bien compris que l'homme est un être social. Il se veut un projet scientifique ET éthique. Il fait valoir que la rationalité économique est une grille de compréhension qui peut concerner toutes

les relations humaines. Chacun, entrepreneur de lui-même, est le gestionnaire forcément rationnel de son existence. Le néolibéralisme n'est pas un programme politique, mais une proposition de bons comportements censés être produits et leviers du bon fonctionnement du marché. « *L'État néolibéral est un État pilote, dont l'action vise tant à évaluer qu'à valoriser les performances.* »⁴

Ce modèle utilise d'autres langages que celui du marché pour obtenir l'adhésion des individus, notamment celui du plaisir, du confort, de l'expressivité, de l'esthétique. « *L'apprentissage social des comportements adéquats est d'autant mieux justifié qu'il est censé rendre libre et heureux.* »⁵ Selon eux, la force attractive du néolibéralisme est de convaincre que l'articulation bien-être collectif et liberté est souhaitable, et qu'elle dépend des individus qui en sont maîtres. Le néolibéralisme veut rendre les sujets plus actifs, plus autonomes, plus responsables des résultats de leur travail. Pour Pitseys et Thiry, le néolibéralisme convainc une large part de ses adversaires potentiels que ses théories de la gouvernance sont « *des techniques de coordination neutres et compatibles avec un agenda social-démocrate, écologiste ou conservateur.* »⁶

Interrogé sur le caractère pessimiste de sa vision de notre communauté humaine, Michéa nous a répondu : « *Nous commençons à être de plus en plus nombreux à voir que le roi est nu. Il ne manque qu'une chose : que les gens comprennent qu'ils ne sont plus seuls à voir que le roi est nu. Ce n'est pas sorcier, c'est le rôle de l'esprit libre.* » ■

1. Il y a plusieurs mois, le philosophe a rencontré l'équipe du Service d'étude du SeGEC.

2. « Un cerveau pensant : entre plasticité et stabilité », *entrées libres* n°129, mai 2018, pp.14-15

3. John PITSEYS, Géraldine THIRY, « Foule sentimentale. L'utopie néolibérale », *La Revue Nouvelle* n°2/2017, pp. 59-65

4. Ibidem, p. 61

5. Ibidem, p. 63

6. Ibidem, p. 63